



Le dimanche 8 mai 2016

ONU : Représentant irakien s'engage son pays sur la sécurité du camp *Liberty*

Le 6 mai 2016 - A l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU consacrée à la situation en Irak, le Représentant spécial du Secrétaire général dans ce pays, Jan Kubis, a demandé aux dirigeants irakiens de mettre fin à l'impasse politique qui paralyse le pays.

Dans un exposé devant les membres du Conseil, M. Kubis a rappelé que la profonde crise politique que connaît l'Irak paralyse le travail du gouvernement et du Conseil des représentants et ajoute une nouvelle série de complications à une situation militaire, sécuritaire, humanitaire et économique déjà complexe.

« L'incapacité du gouvernement et de la classe politique de l'Irak à convenir de véritables réformes, qui amélioreraient la gouvernance et la responsabilité et comprendraient une justice égale pour tous, des emplois et des services tout en luttant contre la corruption, des choses réclamées par les Irakiens notamment à Bagdad et dans les provinces méridionales chiites depuis août dernier, ont conduit des manifestants à réclamer une réforme de l'ensemble du gouvernement et du processus politique », a noté M. Kubis.

De son côté, le représentant de l'Irak à l'ONU a confirmé à la même réunion que son gouvernement restait engagé à régler la question de sécurité du camp Liberty et qu'il invitait tous les pays à accepter des quotas des résidents du camp en tant que réfugiés.



Député irakien critique le gouvernement sur la situation du camp *Liberty*

Le 1 mai 2016 - Le député irakien Ahmad Al-Jarba a critiqué le gouvernement irakien pour avoir imposé un siège au camp de Liberty où habitent les opposants iraniens membres de l'Organisation des Moudjahidins du Peuple d'Iran (OMPI) et a appelé les autorités irakiennes à prendre des mesures nécessaires afin de mettre fin à cette situation.

« Le gouvernement s'est enfermé dans ses propres problèmes profonds pour laisser à l'oubli ces réfugiés dans ce camp dans une situation déplorable, » affirme le député.

« C'est un devoir humain de tous d'essayer à améliorer la situation humaine dans ce camps où vit un nombre considérable de réfugiés, et il ne faut pas permettre aux événements dégradant du pays à nous amener à oublier la situation dans laquelle se trouvent ces réfugiés, » a-t-il ajouté.

Le député a insisté sur la nécessité « de respecter les droits de l'Homme en Irak malgré la situation politique dégradante » ajoutant que les résidents du camp Liberty ne doivent souffrir à cause des problèmes politiques de l'Irak.

